

VIABILISATION DU RÉSEAU ROUTIER À TIZI-OUZOU

Beaucoup reste à faire

Le développement local à Maâtkas connaît un timide essor depuis quelques années. Mais les insuffisances liées au quotidien du citoyen sont encore légion !

Entre autres préoccupations de la collectivité locale à Maâtkas, ce sont incontestablement ces dizaines de kilomètres de chemins vicinaux qui attendent un revêtement bitumineux.

Pour l'heure, tous les efforts consentis par l'APC dans ce chapitre, précisément, n'ont pu atténuer les préoccupations, somme toute légitimes, de beaucoup de villageois.

«Nous continuons à prendre notre mal en patience, c'est depuis l'indépendance que nous réclamons la viabilisation de notre chemin, mais en vain !» regrettera, fort à propos, un automobiliste du village Tala Meda.

L'insuffisance des crédits PCD alloués aux municipalités, particulièrement celles surpeuplées et regroupant plusieurs villages, telle la commune de Maâtkas, est pour beaucoup dans ce retard accumulé dans ce chantier de revêtement bitumineux des chemins vicinaux. Même si plusieurs villages ont pu bénéficier par le passé de projets déjà achevés, tels Hadada, Cheurf, Ighil Aouène, Tizi T'zouguert... il n'en demeure pas moins que d'autres villages, à l'instar de Tala Meda, Adjaba, Ait Moh Oussaïd, Ath Moh Dakli, Ighil Takdibine, etc., restent parmi ceux dont les chemins qui les desservent restent toujours à l'état de pistes...



Photo : D. R.

et quelles pistes ! Il convient de souligner que la direction des travaux publics ne prend en charge que les routes nationales et les chemins de wilaya et, très rarement, ceux intercommunaux et les CW. Et c'est, précisément, pour cette raison que les APC éprouvent toutes les peines du monde, avec leurs maigres budgets, à

accomplir leurs tâches.

En somme, il est aujourd'hui impératif aux pouvoirs publics, toutes autorités confondues, de se pencher sur ce sérieux problème et le résoudre pour permettre un développement local rationnel et éviter, du coup, l'exode rural car, faudrait-il le rappeler, certains hameaux ne sont même

pas encore désenclavés, et ils ne sont accessibles que par des sentiers abrupts. C'est dire que beaucoup d'efforts doivent encore être fournis dans ces communes déshéritées, où beaucoup de commodités quotidiennes inhérentes au développement local manquent à l'appel.

Amayas idir

HAÏZER

Les fonctionnaires de l'APC de nouveau en grève

Le feuilleton de l'APC de Haïzer ne veut pas se terminer. Après la fermeture du siège de l'APC par des citoyens pendant plus d'un mois et sa réouverture par la force publique, voilà que les fonctionnaires de cette APC reviennent de nouveau à la charge en entamant ce dimanche une grève illimitée. Selon un fonctionnaire joint par téléphone, les raisons de ce débrayage sont les mêmes que celles invoquées lors de la première grève entamée au début du mois de mai dernier. La plate-forme de revendications remise aux autorités de la wilaya, qui s'étaient engagées à la prendre en charge, attend toujours sa concrétisation sur le terrain. Même les points les plus sensibles évoqués à

l'époque concernant le retour du SG à son poste, ainsi que la réhabilitation des fonctionnaires injustement écartés par le P/APC, ne sont pas réglés.

Aussi, ce dimanche, après un préavis de grève déposé auprès de la wilaya le 20 juin dernier, les fonctionnaires ont décidé de rempiler avec la grève et ce, jusqu'à ce que les responsables au niveau de la wilaya daignent enfin prendre réellement en charge ces revendications.

En attendant, la situation s'enlise et le citoyen assiste impuissant au chaos total dans lequel sombre sa commune et le retard considérable qu'elle prend dans son développement.

Y. Y.

ANARCHIE SUR LES PLAGES À BÉJAÏA

La gendarmerie à la rescousse

La saison estivale bat son plein en cette période de grandes chaleurs mais, malheureusement, il règne une anarchie sur les plages du littoral béjaoui.

Les estivants sont mis à rude épreuve par des groupuscules de jeunes sans scrupules en quête de gain facile. A l'entrée déjà de ces lieux de détente, en bande de trois au quatre, tous armés de matraque, imposent aux automobilistes le paiement de pas moins de 50 DA, représentant les frais de parking. Une fois sur la plage, c'est d'autres «commerçants» qui prennent la relève pour dicter leur loi, celle-ci dépasse l'entendement : une location d'office de parasols ou de tentes à des prix variants entre 150 DA et 400 DA. Ces jeunes occupent

tous les coins et recoins des plages, des parasols parsemés par centaines, aucun espace n'est épargné au grand malheur du citoyen.

Les mêmes scènes sont observées partout, à Boulimat, Saket, Tighremt sur le flanc ouest Tichy, El-Maghra, Aokas et Souk-El-Ténine sur la rive est. Devant cette désolante situation et les plaintes déposées par les citoyens, les responsables du groupement de la gendarmerie ont décidé de mettre en œuvre un plan spécial contre ces agissements d'un autre âge et tentent tant bien que mal de rétablir l'ordre, en affectant des dizaines de gendarmes, venus en renfort spécialement pour la saison sur les différentes plages de la wilaya de Béjaïa.

Le travail de la Gendarmerie nationale n'a pas tardé à porter ses fruits, puisque bon nombre de plages commencent à s'aérer et se voient vidées de leurs indus occupants. «Franchement, c'est infernal ce que nous font subir ces jeunes gens et ce, depuis l'ouverture de la saison estivale. Imaginez-vous, je suis muni de mon parasol et de deux chaises pour mes enfants et je n'arrive pas à les implanter faute de place. Avec l'arrivée de la Gendarmerie nationale, on commence à souffler un peu, tout le monde salue leur travail. Il est temps que l'ordre soit rétabli et que le citoyen retrouve sa dignité», nous dira un père de famille rencontré à la plage de Boulimat.

Kamel Gaci

BOUIRA

Des responsables de la DE devant le juge d'instruction

Finalement, après une année depuis l'éclatement du premier scandale qui a éclaboussé la direction de l'éducation de la wilaya de Bouira, relatif aux irrégularités constatées lors de l'examen du baccalauréat 2008, après un été 2008 des plus chauds au niveau de la DE de Bouira, un été où avaient également été signalés plusieurs autres scandales, ceux des concours des adjoints d'éducation et chefs d'établissement, des œuvres sociales et, enfin, des emplois fictifs au sein de la DE, l'affaire vient d'être confiée au juge d'instruction près le tribunal de Bouira.

En effet, ce dimanche et pour la deuxième fois en l'espace d'une semaine, des dizaines de responsables exerçant ou ayant exercé au niveau de la DE, parmi lesquels on pouvait citer l'ex-DE muté depuis janvier dernier à Khenchela, l'ex-SG muté à Boumerdès, certains chefs de service toujours en poste, des chefs de bureau, des secrétaires et des magasiniers, ont été aperçus au niveau du tribunal de Bouira. En outre, et toujours dans le cadre de cette affaire, des chefs d'établissement ayant un lien direct avec les scandales de la DE auraient été convoqués par le juge d'instruction. Cependant, nos sources ne précisent pas encore qui parmi ces dizaines de responsables convoqués par le juge d'instruction sont entendus en tant que témoins et qui le sont en tant qu'accusés. Affaire à suivre.

Y. Y.

TÉBESSA

4 morts dans des accidents de la circulation

En l'espace de 24 heures, 2 accidents mortels ont été enregistrés dans la wilaya, le premier sur la RN83, au niveau de la localité de Besbès, à 90 km au sud du chef-lieu, où une Clio a été violemment percutée par un camion venant en sens inverse, causant la mort sur place du conducteur du VL, d'un passager et de son fils. Le deuxième accident a eu lieu entre la commune d'El-Houdjebet et Bouchebkh à 40 km au sud, quand une Peugeot 505 s'est renversée causant la mort du conducteur, un contrebandier qui transportait des jerrycans pleins de gasoil.

Les employés d'Algérie Télécom gèlent leur mouvement de protestation

Notre rédaction vient d'être destinataire d'une pétition émanant des représentants des travailleurs d'Algérie Télécom dans laquelle il est indiqué que lors d'une réunion ayant regroupé tous les partenaires, il a été élaboré une plate-forme d'entente sur les différents problèmes socioprofessionnels soulevés avec, cependant, un compromis qui a satisfait les deux parties, le partenaire social et l'administration.

De ce fait, le mouvement de protestation a été gelé et le directeur d'Algérie Télécom de Tébessa serait appelé à assurer la fonction d'inspecteur régional après son consentement, apprend-on. Le partenaire social exprime ses vifs remerciements aux autorités administratives et sécuritaires ayant suivi ces mouvements de près.

Saâdallah Djamel

BLIDA

Un homme se fait tuer accidentellement avec son fusil

Un homme de 39 ans s'est tué accidentellement avec son fusil alors qu'il chassait le sanglier au lieu-dit haï Béni Mouimen, à El-Affroun, dans la wilaya de Blida. En effet, la victime, perchée sur un arbre pour guetter le passage des sangliers qui font des ravages dans les champs de la région, a vu son fusil lui glisser des mains. Dans la chute, une branche aurait touché la détente de l'arme et une balle est sortie du canon pour l'atteindre en plein visage. Le chasseur est mort sur le coup.

M. B.